



C'EST AUX MULTINATIONALES QU'IL FAUT S'EN PRENDRE, PAS À LEURS VICTIMES

Les pays du Tiers-Monde sont obligés d'ouvrir leurs marchés aux entreprises occidentales. Les grandes puissances n'hésitent pas à utiliser la force pour assurer leur domination économique et politique. La politique de pillage des richesses et de surexploitation de la main d'oeuvre ne sert que les intérêts des multinationales. Comme seuls leurs profits comptent à leurs yeux, ces multinationales jouent un rôle important dans le maintien des régimes réactionnaires dans le monde néocolonial. Le capitalisme ne peut exister sans exploitation, sans oppression et donc sans "flots massifs" de réfugiés.

**VOTTEM,
CAMP DE LA HONTE, 10 ANS DÉJÀ,..
JE NE L'ACCEPTÉ TOUJOURS PAS!**

A Vottem, il existe une prison où on enferme des hommes et des femmes qui n'ont commis aucun crime – sauf ne pas avoir de papiers en règle. Les conditions de vie à l'intérieur de ces centres fermés sont pires que dans les prisons : l'isolement des détenus est total, aucun recours judiciaire n'est possible (de plus, toute plainte entraîne une accélération de la procédure d'expulsion), les difficultés dues à la diversité des langues sont énormes,...

PSL
Parti Socialiste de Lutte



SIMON HUPKENS

délégué du personnel dans l'Horeca,
tête de liste du PSL aux régionales pour la
circonscription de Liège et 6e effectif sur
la liste LCR-PSL pour les européennes.

« La politique d'expulsions pousse des dizaines de milliers de personnes dans la clandestinité. Avec la dérégulation néolibérale du marché du travail, des pans entiers de l'économie capitaliste basculent dans l'illégalité. Dans l'horeca ce problème est très présent.

Les travailleurs sans-papiers sont privés de toute protection sociale et doivent accepter des conditions de travail que les autres refusent. Ils sont ainsi utilisés comme main d'œuvre bon marché et comme outil pour saper les salaires et conditions de travail de tous. Nous militons pour la régularisation des sans-papiers, mais pas pour répartir la pénurie d'emploi et la misère : nous luttons pour un bon emploi pour tous, avec de bons salaires.

L'Union Européenne, de son côté, a enteriné la « libre circulation » des personnes. Cela ne concerne bien entendu pas les sans-papiers. Mais les travailleurs qui ont un permis de séjour et qui travaillent pour une entreprise étrangère dans nos pays ne sont pas protégés par les conventions sectorielles locales. La Cour Européenne de Justice considère en effet que seuls les salaires minimums nationaux du pays d'origine des travailleurs doivent être respectés. L'Union Européenne a donc offert aux capitalistes le moyen d'exploiter plus encore les travailleurs, ce qui contribue, en conséquence, à encore baisser les conditions que sont obligés d'accepter les sans-papiers.

C'est pour cela que nous participons aux luttes des travailleurs - avec ou sans papiers – avec des revendications telles que la semaine de 32 heures par semaine avec embauches compensatoires et sans perte de salaire ou encore celle de la nationalisation des secteurs clés de l'économie (finance, énergie, sidérurgie,...) sous le contrôle des travailleurs. De cette façon, il serait possible de faire tourner l'économie dans le bien de tous et non en fonction d'une minorité de capitalistes qui sèment la division entre les travailleurs pour mieux les exploiter.»

Cette situation crée une tension permanente au sein du centre fermé. Le personnel est de plus en plus pris à partie et vient de mener 5 jours de grève pour sa sécurité et de meilleures conditions de travail. L'accord conclu ne résoudra pourtant pas le problème. Il faut supprimer tous les centres fermés et cela doit être accompagné d'un plan de reconversion de l'ensemble du personnel vers des emplois décents dans des services publics utiles, avec maintien des salaires et amélioration des conditions de travail.



TURTELBOOM : LE DROIT DE CHOISIR... POUR LE PATRON !

Turtelboom propose, entre autres, que ceux qui ont un travail puissent obtenir un permis de séjour d'un an renouvelable, à condition d'avoir toujours un emploi au terme de cette période. Ainsi quand elle parle de « régularisation temporaire », elle veut en fait faire un pas dans la direction de l'immigration économique « choisie ». Le gouvernement et le patronat sont prêts à donner des papiers provisoires aux travailleurs qualifiés qui peu-

vent venir combler des manques dans des secteurs en manque de main-d'œuvre qualifiée (comme la santé et l'informatique de pointe). Si cette immigration est « choisie », c'est surtout par le pays d'

« accueil » qui ne doit pas assurer la formation de base du travailleur (c'est un pays du monde néocolonial qui en a payé le haut coût), qui en retire le bénéfice immédiat et qui renvoie le colis au pays d'origine quand la pénurie est comblée. L'« immigration choisie », c'est le contraire de la bien connue délocalisation d'entreprise – dans ce cas-ci, on délocalise la main d'œuvre pour permettre aux entreprises belges de rester chez nous – mais le but est le même : faire un max de profit en payant le moins possible.

NON À L'EUROPE DU CAPITAL POUR UNE EUROPE SOCIALISTE !

Les moyens pour une politique digne de l'être humain existent, même avec la crise économique actuelle. Mais, pour financer une telle politique, il faut prendre l'argent ailleurs que dans les poches des 80% de la population qui vivent de leur salaires ou d'allocations et qui ne reçoivent même pas la moitié de la richesse qu'ils ont eux-mêmes produite dans le pays. Et seule une lutte de classes décidée pourra libérer les moyens qui permettraient à la fois de meilleurs salaires et allocations ainsi qu'un traitement humain des pauvres du monde qui échouent ici.



JALIL BOURHIDANE

étudiant-travailleur (steward), un des porte-parole du Comité d'Action et de Soutien aux sans-papiers (CAS) à l'ULB, formateur au CIEP-MOC et 6e candidat effectif sur la liste PC-PSL-LCR-PH à Bruxelles.

« Il y a un an et demi, lors de la première occupation à l'ULB (celle du 129 Av. Buyl), Etudiants de Gauche Actifs (EGA – l'organisation étudiante du PSL) a aidé les sans-papiers à s'installer. Nous sommes solidaires des luttes de chaque travailleur, avec ou sans papiers et, très vite, nous avons mis en avant la nécessité de mobiliser les étudiants et donc de créer un Comité d'Action et de Soutien (le CAS) démocratique et ouvert à tous (étudiants, personnel et riverains) pour organiser la mobilisation.

Depuis, avec le CAS, nous avons réussi à élargir le mouvement avec des occupations et des comités de soutien dans plusieurs Hautes Ecoles et dans la plupart des universités à Bruxelles, en Wallonie et en Flandre. Les sans-papiers ne pourront obtenir une victoire que s'ils parviennent à gagner le soutien d'une couche plus large de la population, notamment au sein du mouvement ouvrier organisé.

C'est pourquoi, avec tous les CAS de Bruxelles et du Brabant Wallon, nous avons organisé une manifestation réussie ce 1er Mai à Bruxelles sous le slogan « Les travailleurs du Nord et du Sud ne paieront pas la crise! ». 500 étudiants et travailleurs, avec et sans papiers, ont manifesté de l'Office des Etrangers à la fête de la FGTB en passant par le Béguinage, occupé par les sans-papiers avec le soutien de la CSC.»



UN ABONNEMENT À L'ESSAI

pour 5 euros, vous recevrez 3 numéros de notre mensuel. Versez sur le compte 001-3907596-27 avec en communication « essai »

SOUTENEZ NOTRE CAMPAGNE

par un versement au compte 001-2260393-78. Avec 10 euros, nous pouvons imprimer 200 tracts pour les élections.

VISITEZ WWW.SOCIALISME.BE

pour, par exemple, avoir le compte-rendu le plus complet du mouvement de défense des sans-papiers et bien d'autres thèmes intéressants.

CONTACTEZ-NOUS

pour une discussion pour adhérer à notre parti (tél. 02/345.61.81 et info@socialisme.be)